

Résumé analytique



Organisation
internationale
du Travail

EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE

TENDANCES
2017



La croissance économique reste décevante et les déficits de travail décent demeurent considérables

La croissance de l'économie mondiale a atteint en 2016 son plus bas niveau depuis six ans, 3,1 pour cent, bien au-dessous des projections faites un an plus tôt. À l'avenir, l'économie mondiale devrait, selon les prévisions, enregistrer une progression modeste en 2017 (3,4 pour cent) et en 2018 (3,6 pour cent). Toutefois, comme le souligne ce rapport, les prévisions de croissance pour 2017 n'ont cessé d'être révisées à la baisse ces dernières années (de plus de 4,6 pour cent en 2012 à 3,4 pour cent en 2016) et de grandes incertitudes continuent d'entourer l'économie mondiale.

Les résultats décevants de 2016 et les perspectives d'évolution inférieures à la tendance pour 2017 soulèvent des inquiétudes sur la capacité de l'économie à i) créer des emplois en nombre suffisant, ii) améliorer la qualité des emplois existants et iii) assurer une redistribution équitable des fruits de la croissance. Partout dans le monde, les pays sont confrontés à un double défi: réparer les dégâts causés par la crise et créer des emplois de qualité pour les personnes qui arrivent sur le marché du travail.

Premièrement, le nombre de chômeurs devrait croître de 3,4 millions en 2017

Le nombre de demandeurs d'emploi et le taux de chômage devraient demeurer élevés à court terme, alors que la population active continue d'augmenter. D'après les prévisions, le taux de chômage dans le monde devrait légèrement augmenter en 2017, pour s'établir à 5,8 pour cent (contre 5,7 pour cent en 2016) – et le nombre de chômeurs croître de 3,4 millions (portant le chômage total à un peu plus de 201 millions en 2017). Si l'on s'attend à ce que le taux de chômage reste inchangé en 2018, la croissance de la population active (c'est-à-dire les personnes qui recherchent un emploi) sera plus rapide que celle des emplois, ce qui se traduira par 2,7 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde.

La hausse du taux de chômage et du nombre de demandeurs d'emploi en 2017 proviendra essentiellement de la dégradation de la situation du marché du travail dans les pays émergents (les effets de la récession profonde qu'ont connue plusieurs d'entre eux en 2016 continueront à se faire sentir sur le marché du travail en 2017). De fait, entre 2016 et 2017, le nombre de chômeurs devrait s'accroître dans les pays émergents d'environ 3,6 millions (et le taux de chômage progresser, passant de 5,6 pour cent en 2016 à 5,7 pour cent en 2017). Les perspectives sont particulièrement préoccupantes en Amérique latine et dans les Caraïbes, où le taux de chômage devrait augmenter de 0,3 point de pourcentage en 2017 pour atteindre 8,4 pour cent – du fait notamment de la hausse des demandeurs d'emploi au Brésil.

Le nombre de chômeurs devrait en revanche reculer en 2017 dans les pays développés (de 670 000), portant le taux de chômage à 6,2 pour cent (contre 6,3 pour cent en 2016). En Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, les niveaux et les taux de chômage vont poursuivre leur baisse, mais les progrès marqueront le pas, et le chômage structurel montre des signes d'aggravation. Il en va de même au Canada et aux États-Unis. Ainsi, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, le chômage de longue durée reste élevé par rapport à son niveau avant la crise et il a même augmenté récemment en Europe, en dépit d'un taux de chômage en baisse. De fait, dans l'UE-28, la part des personnes au chômage depuis douze mois ou plus a atteint 47,8 pour cent au deuxième trimestre de 2016, contre 44,5 pour cent à la même période en 2012. En outre, au cours de la même période, plus des deux tiers des chômeurs de longue durée – soit 6 millions de personnes – étaient au chômage depuis plus de deux ans.

Les pays en développement devraient aussi voir le nombre de chômeurs augmenter en 2017 (de 450 000), et le taux de chômage tourner autour de 5,5 pour cent en 2017 et 2018. Pour de nombreux pays émergents et en développement, toutefois, la préoccupation majeure reste le problème chronique de la mauvaise qualité de l'emploi – dont témoignent les fortes proportions de travailleurs pour leur propre compte et de travailleurs familiaux non rémunérés (qui donnent ensemble la mesure de l'emploi vulnérable) et le taux de pauvreté au travail.

Deuxièmement, l'emploi vulnérable – qui touche 1,4 milliard de travailleurs dans le monde – reste très répandu

Les travailleurs occupant des emplois vulnérables sont généralement sujets à une grande précarité, du fait qu'ils ont souvent un accès limité aux régimes contributifs de protection sociale, ce qui est moins le cas des travailleurs salariés. On ne s'attend toutefois qu'à une modeste amélioration dans les prochaines années: le taux d'emploi vulnérable ne devrait pas reculer de plus de 0,2 point de pourcentage par an au cours des deux ans qui viennent, alors qu'il a baissé en moyenne de 0,5 point de pourcentage par an entre 2000 et 2010. Dans ces conditions, l'emploi vulnérable devrait encore représenter plus de 42 pour cent de l'emploi total en 2017, ce qui équivaut à environ 1,4 milliard de personnes dans le monde. De fait, l'emploi vulnérable est le lot de près d'un travailleur sur deux dans les pays émergents et même de près de quatre travailleurs sur cinq dans les pays en développement. Le nombre de travailleurs occupant un emploi vulnérable devrait dès lors augmenter de 11 millions par an dans le monde. Les deux régions les plus touchées sont l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne.

Troisièmement, la réduction de la pauvreté au travail ralentit, compromettant la réalisation des objectifs de développement durable

La pauvreté au travail est restée un problème en 2016, puisque près de la moitié des travailleurs en Asie du Sud et près des deux tiers en Afrique subsaharienne vivent dans la pauvreté extrême ou modérée (c'est-à-dire avec moins de 3,10 dollars E.-U. par jour en parité de pouvoir d'achat). Le taux de travailleurs pauvres n'a cessé de s'améliorer au cours des dernières décennies et cette évolution à la baisse devrait se poursuivre en 2017. Dans les pays émergents et en développement, la proportion de travailleurs vivant dans la pauvreté extrême ou modérée devrait reculer de 29,4 pour cent en 2016 à 28,7 pour cent en 2017. Cependant, les progrès en matière de réduction du taux de pauvreté au travail marquent le pas.

Le nombre absolu de travailleurs pauvres a lui aussi diminué ces dernières années, mais il baisse également aujourd'hui à un rythme moins soutenu, et il est même reparti à la hausse dans les pays en développement. Si le taux et le nombre de travailleurs pauvres ont rapidement décliné dans les pays émergents, les progrès dans les pays en développement ont été trop lents pour suivre le rythme de la croissance de l'emploi. En conséquence, au cours des deux prochaines années, les rangs des travailleurs gagnant moins de 3,10 dollars E.-U. par jour devraient grossir de quelque 3 millions par an dans ce groupe de pays.

Enfin, les chances restent inégales et le mécontentement social persiste

Cet ensemble de tendances sociales et sur le marché du travail s'explique par les disparités, souvent très marquées, entre différents groupes démographiques. Les inégalités des chances entre les sexes sur le marché du travail, qui se manifestent de façon persistante dans plusieurs domaines, sont une préoccupation majeure. Ainsi, en Afrique du Nord, les femmes actives auront deux fois plus de risques que les hommes d'être au chômage en 2017. Le contraste est particulièrement marqué dans les Etats arabes, où les femmes étaient plus de deux fois plus susceptibles d'être au chômage que les hommes, avec un écart dépassant 12 points de pourcentage. Les femmes sont aussi systématiquement surreprésentées dans l'emploi vulnérable en Afrique, en Asie-Pacifique et dans les Etats arabes. Ainsi, en Asie du Sud, près de 82 pour cent d'entre elles occupaient un emploi vulnérable en 2016, contre un peu plus de 72 pour cent des hommes.

Les inégalités entre hommes et femmes sur le marché du travail se manifestent aussi par des différences de rémunération. Comme le souligne le récent *Rapport mondial sur les salaires 2016/17* du BIT, les écarts de salaire horaire, qui atteignent jusqu'à 40 pour cent (par exemple en Azerbaïdjan et au Bénin), persistent en dépit des progrès accomplis par un certain nombre de pays en matière de législation sur l'égalité de rémunération.

Par ailleurs, dans un contexte mondial marqué par des incertitudes croissantes, le risque de troubles sociaux ou de mécontentement s'est aggravé dans quasiment toutes les régions. L'indice des troubles sociaux du BIT, qui mesure le mécontentement exprimé à l'égard de la situation socio-économique dans les différents pays, montre que les troubles sociaux se sont intensifiés en moyenne au niveau mondial entre 2015 et 2016. De fait, sur cette période, l'indice des troubles sociaux a progressé dans huit régions sur onze, et tout particulièrement dans les Etats arabes.

Le mécontentement à l'égard de la situation sociale et le manque de possibilités de travail décent sont parmi les raisons qui poussent à émigrer. De fait, entre 2009 et 2016, la part de la population en âge de travailler désireuse de migrer n'a cessé d'augmenter dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est-Pacifique. C'est en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi que dans les Etats arabes que l'on observe les plus fortes hausses. Globalement, l'Afrique subsaharienne est la région où la proportion de personnes souhaitant s'établir à l'étranger est la plus élevée, soit 32 pour cent, suivie de près par l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Afrique du Nord, avec plus 30 pour cent et plus de 27 pour cent, respectivement.

Il importe d'adopter des politiques qui s'attachent à lever les obstacles structurels à la croissance et, notamment, à faire reculer les inégalités

La dynamique récente du marché du travail est le résultat de facteurs tant cycliques que structurels – comme la faible croissance de la productivité et le creusement des inégalités de revenu – qui peuvent donner lieu à une stagnation séculaire. Si l'hypothèse d'une stagnation séculaire devait se confirmer, le BIT calcule que le nombre de chômeurs pourrait augmenter de 1 million supplémentaire au cours des deux prochaines années. Cette augmentation concernerait avant tout les pays développés, tandis que les pays émergents et en développement bénéficieraient dans un premier temps d'un afflux supplémentaire de capitaux avant de subir à leur tour les répercussions négatives du ralentissement des échanges commerciaux et de l'investissement.

Il est essentiel de trouver le bon dosage de mesures. A cette fin, les politiques macroéconomiques doivent accorder une place de choix aux mesures destinées à s'attaquer aux causes profondes de la stagnation séculaire et à lever les obstacles structurels qui obèrent la croissance. L'OIT estime que des mesures de relance coordonnées – soit un accroissement de l'investissement public – et tenant compte de la marge de manœuvre budgétaire de chaque pays donneraient un coup de fouet immédiat à l'économie mondiale. Elles seraient à même de réduire le chômage total par rapport aux estimations initiales de 0,7 million en 2017 et de 1,9 million en 2018. A moyen terme, ces efforts seraient de nature à dissiper les craintes d'une croissance atone et favoriseraient ce faisant la demande d'investissement.

Les tendances à long terme liées aux évolutions technologiques et aux transformations structurelles qui vont avec influenceront également sur la nature de la croissance économique. Dans le cadre de son initiative sur l'avenir du travail, l'OIT examinera de très près les conséquences de ces évolutions sur le monde du travail, notamment leur effet sur le nombre et la qualité des emplois.